

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les coûts élevés du commerce empêchent de nombreux pays en développement d'exploiter pleinement les possibilités d'accès aux marchés créées par le système commercial multilatéral. En raison de procédures longues et lourdes à la frontière, d'infrastructures obsolètes ou inadaptées, d'un accès limité au financement du commerce et de la complexité et du coût de la mise en conformité avec un nombre toujours croissant de normes, trop de pays sont exclus du commerce international. Les avantages comparatifs restent sous-exploités. L'accès aux marchés ne se traduit pas toujours par une présence sur les marchés. Les gains qui peuvent être retirés du commerce ne sont pas toujours concrétisés. L'Initiative Aide pour le commerce, lancée à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenue à Hong Kong en 2005, vise à remédier à ce type de contraintes et elle avance bien. Le rapport conjoint de l'OCDE et de l'OMC, Panorama de l'Aide pour le commerce 2015, cite de nombreux exemples de situations dans lesquelles des obstacles sont actuellement surmontés et montre les avantages qui en résultent pour le développement. Mais il y a encore du travail à faire. Il appelle à redoubler d'efforts pour s'attaquer au problème des coûts du commerce qui continue de marginaliser bon nombre d'économies parmi les plus pauvres et les plus fragiles du monde.

La réduction des coûts du commerce est importante ...

En raison de leur éloignement, de leurs infrastructures inadéquates ou déficientes et de leur petit marché ayant une capacité limitée du côté de l'offre, certains pays sont exposés à des coûts du commerce plus élevés que d'autres. Les mesures appliquées à la frontière, entre les frontières et à l'intérieur des frontières jouent aussi un rôle important dans l'accroissement des coûts du commerce. Et lorsque ces "frictions" entraînent des coûts absolus élevés, elles peuvent rendre les exportations non compétitives et annuler concrètement les avantages comparatifs. Les coûts élevés du commerce nuisent également au bien-être des consommateurs en réduisant la gamme des biens et des services offerts et en augmentant les prix. Ils bloquent en outre l'accès des entreprises à la technologie et aux intrants intermédiaires, les empêchant d'entrer ou de progresser dans les chaînes de valeur mondiales. Bien qu'ils n'expliquent pas à eux seuls les trajectoires de développement des différentes économies, les coûts du commerce sont un facteur important qui éclaire le fait que certains pays sont dans l'incapacité de croître ou de se diversifier. Les données tendent à montrer que les pays en développement supportent une part disproportionnée des coûts du commerce mondial, même s'ils sont devenus plus intégrés dans l'économie mondiale au cours des dernières années. Certains pays à revenu intermédiaire ont réussi à réduire ces coûts, mais les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, continuent de se débattre avec des coûts du commerce obstinément élevés. En outre, ces coûts baissent plus lentement qu'ailleurs, ce qui accroît le risque de marginalisation.

... surtout pour les pays les moins avancés

Les pays les moins avancés (PMA) parviennent actuellement à réduire les coûts du commerce, seuls ou avec une aide. Mais ils ont des difficultés pour réaliser une véritable transformation en raison des coûts absolus élevés qu'ils subissent au départ (notamment les pays sans littoral), de capacités institutionnelles limitées et de contraintes en matière de ressources. C'est là qu'intervient l'Aide pour le commerce. Un examen des études diagnostiques sur l'intégration du commerce, ajouté à des évaluations et à des études de cas, montre que l'impact de ces interventions est le plus élevé lorsqu'elles reposent sur un travail analytique robuste et crédible, un haut niveau d'appropriation par les pays, un renforcement des capacités institutionnelles, un soutien continu sur une période suffisamment longue, une mobilisation de ressources et une réponse coordonnée des donateurs.

... et les petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent l'épine dorsale de l'activité économique, notamment dans les pays en développement. Celles qui sont intégrées dans les marchés mondiaux – que ce soit directement ou indirectement – sont plus productives que celles qui ne participent pas au commerce international. Les PME plus productives ont plus de facilité pour s'intégrer, mais l'intégration tend aussi à accroître la productivité et à combler l'écart de productivité entre les petites et les grandes entreprises. Il en résulte une croissance plus forte et plus inclusive. Toutefois, les PME pâtissent de façon disproportionnée des coûts élevés du commerce, ce qui empêche leur intégration dans l'économie mondiale. La réduction de ces coûts contribue donc à rendre le commerce plus inclusif car elle peut permettre aux PME de créer des emplois et d'augmenter les salaires, ce qui peut avoir des effets bénéfiques sur l'égalité hommes-femmes, car de nombreuses PME appartiennent à des femmes et emploient plus de femmes que d'hommes.

L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges est un pas important

Un pas important vers la réduction des coûts du commerce a été franchi en 2013, lorsque la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Bali a conclu l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). L'AFE laisse envisager de fortes réductions des coûts pour les négociants et un accroissement des revenus pour les gouvernements. Il confère une priorité et une orientation nouvelles aux efforts de modernisation des douanes et des procédures à la frontière. Le soutien financier apporté par les donateurs depuis 2005 à la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges atteint 1,9 milliard de dollars EU, et des résultats positifs ont été signalés dans bon nombre de domaines couverts par l'AFE. Il faudra pérenniser ce soutien pour aider les pays en développement à tenir leurs engagements et à concrétiser pleinement le potentiel de l'Accord.

... et il aide les pays à se connecter aux chaînes de valeur mondiales

Parmi les coûts qui nuisent à une connexion harmonieuse entre les diverses parties des chaînes de production, beaucoup dépassent les frontières nationales. C'est pourquoi les initiatives régionales destinées à renforcer la connectivité sont souvent plus efficaces pour remédier à ces coûts que les programmes purement nationaux. Il y a donc des possibilités importantes de traiter les obstacles au commerce sur une base plurinationale ou régionale et d'une manière compatible avec les principes du système commercial multilatéral. Plusieurs projets d'Aide pour le commerce – souvent financés par divers donateurs – ont donc été axés sur les coûts du commerce régional et ont permis d'améliorer la coopération économique régionale. Pour l'avenir, il importe de tirer les enseignements de ces exemples, qui montrent comment réduire durablement les coûts du commerce.

Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce apportent une aide ...

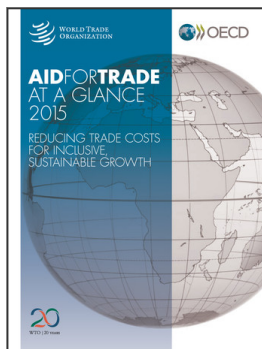
Depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce en 2006, un montant total de 264,5 milliards de dollars EU a été dépensé pour financer des programmes et des projets au titre de l'Aide pour le commerce, et la part de cette aide dans l'aide ventilable par secteur est passée de 31% à 38% en 2013. Jusqu'à présent, plus des trois quarts de l'Aide pour le commerce ont servi à financer des projets dans quatre secteurs étroitement liés à la réduction des coûts du commerce: transport et entreposage (29%), production et fourniture d'énergie (21%), agriculture (18%) et services bancaires (10%). Les pays à revenu intermédiaire ont reçu en outre 190 milliards de dollars EU d'autres apports du secteur public liés au commerce pour l'infrastructure et le développement du secteur privé. Quant aux PMA, ils ont reçu 10 dollars EU par habitant au titre de l'Aide pour le commerce, soit plus du double de la moyenne.

... complétée par la coopération public-privé

Pour concevoir des solutions efficaces permettant de réduire les coûts du commerce, notamment ceux qui se produisent à la frontière, une étroite collaboration entre les secteurs public et privé est indispensable. Le partenariat entre les secteurs public et privé peut avoir pour effet de diriger les efforts vers les contraintes liées aux chaînes de valeur et d'atteindre des points de bascule vers la croissance. À cette fin, un dialogue permanent entre les pouvoirs publics et le secteur privé peut contribuer à adapter les réformes de façon à répondre aux besoins des entreprises, y compris les PME, ce qui renforcera aussi la lutte contre la pauvreté. Bien que la première priorité des entreprises soit la mise en œuvre de l'AFE, il faut une approche coordonnée qui aille au-delà de l'encouragement au commerce. Les mesures favorables au commerce doivent aller de pair, par exemple, avec la facilitation de l'investissement, afin d'augmenter la réserve de financement pour le développement.

L'Aide pour le commerce et le programme en matière de développement durable

Le Programme de développement pour l'après-2015, qui vise un développement inclusif et durable dans les domaines social, économique et environnemental, exige un accroissement notable du financement. Cela renforcera l'importance primordiale du commerce international comme source de financement pour le développement, notamment en ce qui concerne les PMA. Mais la communauté du commerce et du développement doit prendre garde à ce que les transformations préconisées par le Programme de développement pour l'après-2015 n'entraînent pas une augmentation involontaire des mesures non tarifaires qui ne sont pas nécessaires et qui risqueraient d'accroître les coûts du commerce et de réduire la capacité des pays en développement d'utiliser le commerce comme moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Le nouveau paradigme de développement du Programme de développement pour l'après-2015 exigera peut-être l'adoption d'une approche plus intégrée de l'Aide pour le commerce. Cette approche devrait être telle que l'Aide pour le commerce favorise un développement inclusif et durable. C'est-à-dire qu'en plus de l'amélioration des résultats commerciaux, l'Initiative Aide pour le commerce devrait chercher à avoir des effets sociaux, économiques et environnementaux positifs. Elle devrait, par exemple, aider les pays en développement à faire face aux coûts supplémentaires que pourrait entraîner l'alourdissement de la charge qu'impose la mise en conformité avec les mesures non tarifaires.



Extrait de :

Aid for Trade at a Glance 2015

Reducing Trade Costs for Inclusive, Sustainable Growth

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/aid_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Organisation mondiale du commerce (2016), « Résumé Analytique », dans *Aid for Trade at a Glance 2015 : Reducing Trade Costs for Inclusive, Sustainable Growth*, Organisation mondiale du commerce, Geneva/Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/aid_glance-2015-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.